

5. Cependant, nous avons encore du travail à faire au sein de nos propres économies. Nous devons faire davantage pour rétablir notre situation financière à long terme et, dans certains pays, assurer la solidité du système financier. Nous sommes préoccupés par les taux de chômage élevés dans certains pays, qui ont des effets graves sur la croissance, les finances publiques et la cohésion sociale. Certains de nos pays ont connu une forte croissance économique et une progression de l'emploi; dans d'autres, la croissance de l'emploi a été insatisfaisante. Il faut donc, surtout dans ce dernier cas, faire davantage pour améliorer l'efficacité du marché des produits et de l'emploi au moyen de réformes structurelles. Nous devons veiller à ce que tous les citoyens, et surtout les jeunes, soient en mesure de participer à la croissance et d'en profiter. À cet égard, nous encourageons les travaux de l'OCDE sur la réforme de la réglementation.

6. Un des problèmes les plus importants auxquels nous sommes confrontés est celui des répercussions économiques, financières et sociales de la transformation démographique de nos sociétés vieillissantes. Cette transformation pourrait avoir un effet considérable sur le coût des soins de santé et des pensions et influencer sur les budgets de nos administrations publiques, réduire l'épargne privée et publique et toucher les mouvements mondiaux de capitaux. Nous nous engageons donc à entreprendre des réformes structurelles qui permettront de résoudre ces problèmes. Nous avons demandé à nos ministres des Finances et de l'Économie d'examiner, en collaboration avec les autres autorités nationales compétentes, les incidences économiques et financières du vieillissement, notamment dans le cadre de l'OCDE et d'autres organisations internationales pertinentes.

7. Les situations et les priorités de nos pays diffèrent de l'un à l'autre.

-- Les États-Unis, où la reprise est amorcée depuis longtemps et la création d'emplois, dynamique, doivent demeurer vigilants pour prévenir une poussée inflationniste, respecter entièrement leur promesse d'équilibrer le budget fédéral et favoriser l'épargne. Le Canada, où l'inflation est très faible et où les déficits budgétaires ont été réduits considérablement, a connu une forte croissance ces derniers temps, ce qui devrait permettre de créer d'autres emplois.

-- L'objectif du Japon est de parvenir à une solide croissance nationale axée sur la demande et d'éviter une augmentation marquée de son excédent commercial. D'autres réformes structurelles s'imposent à moyen terme, dont une déréglementation plus poussée et des changements structurels appropriés dans le domaine financier, pour revitaliser encore davantage l'économie japonaise.

-- La France, l'Allemagne et l'Italie partagent un même défi, qui est de restaurer une solide croissance de l'emploi. Tout en poursuivant leurs efforts pour rétablir une situation financière solide à long terme, ces trois pays devront intensifier les réformes structurelles afin de réduire les obstacles à la création d'emplois et d'accroître l'efficacité des mesures gouvernementales et, si nécessaire, redéfinir le rôle du gouvernement dans leurs économies, entre autres par une réforme de leur fiscalité et de leurs programmes sociaux. Le Royaume-Uni doit contenir les pressions inflationnistes et réduire encore son déficit budgétaire, tout en renforçant son potentiel de